

# Huit mois d'immersion, un vent d'espoir

## COMMENTAIRE

**CHRISTOPHE BERTI ET JEAN-PIERRE JACQMIN**  
RÉDACTEUR EN CHEF DU « SOIR »  
ET DIRECTEUR DE L'INFO À LA RTBF

C'est une aventure journalistique hors du commun qui trouve son épilogue - provisoire - dans ces pages. Une aventure qui a débuté en janvier 2017 avec la diffusion, sur les supports de la RTBF et du *Soir*, de la grande enquête « Noir Jaune Blues, 20 ans après », réalisée par Survey&Action et commanditée par la Fondation « Ceci n'est pas une crise ».

Une enquête qui montrait les inquiétudes, les questionnements et, parfois, le ras-le-bol des Belges face aux principaux sujets de société. Une enquête que les rédactions de nos deux médias ont reçue comme une gifle dans la figure, tant les résultats étaient alarmants, sur le rejet de l'étranger, des institutions, des politiques et... de la presse.

Face à ces constats, nous avons décidé de répondre à cette déconnexion avec autant

de volonté que d'humilité, en choisissant la voie de l'immersion. Pendant huit mois, plus de cinquante journalistes, photographes et techniciens ont sillonné Bruxelles et la Wallonie pour écouter les gens. Tout simplement. Longuement. Attentivement. Passionnément. Une aventure hors du commun, à la fois basique mais pourtant originale et, dans un sens, nécessaire.

Nos journalistes ont rencontré un bon

millier de personnes, ont entendu leur vision de la société, leurs problèmes de mobilité, d'emploi, de logement ; leur rapport parfois compliqué à « l'autre », quel qu'il soit, mais aussi leurs espoirs. Ils ont également suivi leurs initiatives, nombreuses, leurs pistes pour un avenir plus radieux. Plus solidaire, souvent.

Nous souhaitons ici remercier les habitantes et habitants des communes et quartiers concernés d'avoir partagé avec nous leur quotidien, leurs colères et leurs espoirs. Partout, l'accueil fut très positif pour nos équipes. Ces citoyens nous ont permis d'écrire ou de montrer en quelque sorte un « cahier de doléances » contemporain et le livre de quelques solutions

futures. Soyons clairs : la conclusion de ces 15 immersions n'est ni un sondage ni même une radiographie de la Fédération Wallonie-Bruxelles : nous ne sommes pas des sociologues ni des académiques. Nous ne nous arrogeons pas le droit de vous faire croire que nous savons ce que sont ou ce que veulent les Belges. Ce supplément, c'est à la fois le résumé forcément subjectif de nos rencontres, des histoires et des témoignages rencontrés sur le terrain, mais aussi et surtout une volonté de regarder vers l'avant et de positiver. En mettant en évidence les projets, les idées, les petites et les grandes actions que nous avons vues d'Arion à Anderlecht, de Frameries à Embourg. Des idées qui pourraient faire des petits aux quatre coins du Royaume. Car si nous n'avons jamais éludé les sujets qui fâchent, à commencer par la ghettoïsa-

tion de certains quartiers voire de certaines communes - la réaction de quelques autorités locales nous a d'ailleurs permis de bien ressentir où ces immersions sans fard faisaient utilement « mal » - nous n'avons pas non plus rencontré une population déprimée et sans espoir. Au contraire. Au-delà des constats, c'est sur

ces bouffées d'optimisme que nous avons voulu insister. Avec la volonté, aussi, de mettre en évidence l'écoute indispensable de la jeunesse.

Ce seizième épisode de « Noir Jaune Blues, et après ? », davantage tourné vers demain que vers hier, représente la conclusion de cette immersion nécessaire, selon nous. Mais il ne marque évidemment pas la fin de notre volonté d'écouter nos lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs ni de susciter à la fois des débats et des actions concrètes. Car cette opération nous a aussi apporté beaucoup sur le plan journalistique, à commencer par la vertu du temps long, de l'échange et l'écoute.

Il incombe, à présent, à l'ensemble des autorités publiques de tenir compte, aussi, de cette vaste enquête aux côtés de citoyens. De notre côté, elle nous servira évidemment pendant les débats des campagnes électorales - communales et autres - qui se présentent dans les prochains mois.

Notre volonté, dans cette opération, était claire : mettre le citoyen au centre du jeu démocratique. Nous allons continuer dans cette voie.

# Nos voisins nous ressemblent, nous évitons les autres

## **Mode d'emploi**

On en a fait, des kilomètres et des rencontres, ces derniers mois.

D'Arlon à Jette, de Frameries à Verviers, *Le Soir* et la RTBF ont sillonné 15 communes de Bruxelles et de Wallonie. Nom de code de l'opération, inédite par son ampleur : « Noir Jaune Blues, et après ? ».

L'idée de cette immersion est simple : partir à votre rencontre. Prendre le temps de partager votre quotidien. Pour vous rendre la parole, écouter vos critiques, entendre vos idées.

La dernière étape de ce périple a pris fin le 13 mai dernier, dans le quartier ixellois de Flagey. L'heure est désormais au bilan.

Plutôt que de tirer de grandes conclusions (trop) théoriques, *Le Soir* vous propose différents formats dans ce cahier spécial.

En fil rouge, nous avons décidé de revenir sur de chouettes **initiatives citoyennes**, découvertes lors de nos reportages. Des initiatives parfois simples, parfois plus originales, qui inspireront peut-être d'autres individus, dans d'autres localités.

Nous avons également sélectionné des **questions, entendues à plusieurs reprises**. Pourquoi le prix des logements a-t-il augmenté à ce point ? Comment puis-je me faire entendre dans mon quartier ? Modestement, et très concrètement, *Le Soir* a tenté d'apporter des éléments de réponses à ces interpellations pleines de bon sens.

Vous découvrirez également le **témoignage de différents citoyens** qui expliquent comment ils ont vécu notre passage dans la commune. Et ce qu'ils ont pensé du résultat. Avec, en clôture, le regard du Prix Rossel (Laurent Demoulin) sur cette expérience unique.

## Quinze immersions dans des quartiers urbains, ruraux, aisés, populaires et ce constat : les Belges vivent des réalités qui ont

peu à voir les unes avec les autres. La mixité sociale en question.

# VAINCRE LA PEUR DE L'AUTRE

**C**haque commune ou quartier qui fut le terrain de jeu de « Noir Jaune Blues et après ? » frappe par son impression d'homogénéité : le statut socio-économique des habitants, leurs préoccupations, leurs aspirations. Mais lorsqu'on tente de rassembler les réalités de Grez-Doiceau, Verviers, Malmédy ou Jette, on se demande si ces « Belgique » plurielles ont encore grand-chose en commun et si elles se rencontrent parfois. On vit (souvent) bien dans son quartier, avec ses voisins, mais on connaît mal l'autre - au choix : l'étranger, le Bruxellois, le Flamand ou celui du quartier d'à côté -, on s'en méfie. A Verviers, on « blague » sur le besoin de visa pour entrer à Hodimont, quartier pauvre et migrant. A Embourg, commune prospère, située à moins de 25 km, un habitant : « Ici, on est dans un ghetto bourgeois. »

Ce constat, c'est encore Benoît Scheuer, l'auteur de l'enquête Noir Jaune Blues, qui le résume le mieux. Dans un texte dédié, le sociologue compare ces quinze immersions en terres belges à la visite d'un jardin. « Dès l'entrée du jardin une chose frappe : il ne s'agit pas d'un jardin homogène et harmonieux mais d'une multitude de massifs végétaux vraiment très différents les uns des autres, des îlots séparés. (...) Partout, une juxtaposition de bulles, chacune homogène en son sein (les gens vont avec ceux qui leur ressemblent) mais qui communiquent très peu entre elles. »

La mixité sociale est-elle un mythe ? Le discours politique et médiatique aborde, sans cesse, la question du

vivre-ensemble, centrale dans l'étude « Noir Jaune Blues », l'idée de « faire société ». Mais comment y parvenir si le territoire est déjà géographiquement ségrégué ? Nous avons interrogé des spécialistes pour confronter nos impressions.

### Une traduction des inégalités sociales

Ségrégation, le mot est fort... mais juste à en croire les universitaires. Le phénomène, ancien, vaut d'ailleurs tout autant pour les autres pays d'Europe de l'Ouest depuis l'ère industrielle. « C'est une traduction spatiale des inégalités sociales », relève le géographe Mathieu Van Criekingen (ULB). L'illustration que les classes sociales existent encore en Belgique. » Uccle ou Cureghem ? En fonction de ses moyens financiers, le choix peut être plus que restreint. Pour une famille réfugiée impécunieuse qui débarque en Belgique, le choix est vite fait.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question d'immobilier. C'est à Cureghem, que cette famille sera plus susceptible de trouver un réseau d'entraide et de nouer des liens avec une communauté exilée déjà présente. Un réflexe communautaire, qui vaut pour chacun : dans ses relations sociales l'humain cherche ses semblables. « L'évolution de la société, avec la mondialisation, joue aussi un rôle, estime Pierre Vanderstraeten, sociologue, architecte et urbaniste enseignant à l'UCL et à l'Isuru. Dans un contexte où on est de moins en moins sûr de ses perspectives économiques et professionnelles, on observe une recherche de maîtrise de l'environnement proche : le voisinage, le choix de l'école. » L'entre-soi rassure.

Ce constat de ségrégation est cependant à nuancer. Dans les grandes villes surtout. « Même si Cureghem est un quartier pauvre, qui est plutôt une porte d'entrée pour les primo-arrivants qui ont peu de moyens, il y a aussi des classes moyennes inférieures et des

classes moyennes. Des personnes qui ont connu une ascension sociale et ne sont pas parties », relève Gille Van Hamme, professeur en géographie économique et politique à l'ULB. Même si la tendance est plutôt à partir. Les quartiers les moins mélangés ne sont pas les plus pauvres mais les plus riches, où le filtre foncier est infranchissable. »

Comment objectiver la mixité sociale (ou son absence) ? Attention, terrain glissant. Si des données intéressantes existent quant à la répartition sur le territoire des allocataires du revenu d'intégration sociale, par exemple, la « mixité sociale » n'est pas mesurée scientifiquement. « Je m'y suis frotté un peu, j'ai arrêté », raconte Mathieu Van Criekingen, professeur en géographie urbaine à l'ULB. Vous obtiendrez des résultats complètement contradictoires selon les indicateurs que vous choisissez : couleur de peau, niveau d'étude, classe d'âge, revenu... Vous en prenez un, vous découvrez une société hyper ségréguée ; vous les prenez tous et alors tout le monde est différent et unique. »

« Toutes les politiques urbaines misent très fort sur la mixité sociale qui est devenue un objectif politique en soi », souligne Gille Van Hamme. Sachant qu'à part le logement social ou le logement moyen acquisitif, le politique n'a pas 36 leviers. Or c'est très coûteux et l'impact est très faible par rapport à l'intensité de la ségrégation. Et on présume que le fait d'habiter dans le même quartier génère tout un tas d'effets positifs, alors que la littérature scientifique n'est pas arrêtée. » La psychologie sociale, notamment, est divisée quant à l'influence sur la cohésion sociale entre deux écoles qui estiment que le contact avec l'autre suscite la peur ou la tolérance. Mais le débat est aussi sociologique. « Est-ce qu'être pauvre dans un quartier pauvre est pire qu'être pauvre dans un quartier riche ? Le résultat n'est pas aussi clair qu'on pourrait s'y attendre. Sur l'influence sur la probabilité d'être au chômage, par exemple. Même ceux qui dé-

*féndent qu'il y a un effet de quartier reconnaissent que c'est très faible par rapport à d'autres facteurs de déterminisme social comme le niveau de diplôme ou l'origine sociale.» Les chercheurs relèvent des initiatives intelligentes en matière de création de lien social et de mixité – comme ces agences immobilières sociales qui proposent de rénover de grandes habitations pour partie inoccupées contre une mise en location à prix modérés – mais sont formels : la solution au vivre-ensemble ne passera pas par des politiques de logements sociaux. « Surtout que, contrairement au discours ambiant, cela n'a de toute façon jamais été une priorité. Et il n'y a pas d'effet magique à faire vivre les gens les uns à côté des autres. »*

## La mixité, un mythe

Un phénomène assez parlant est celui de la gentrification : lorsque le public ou le privé investit des capitaux dans un quartier populaire, suscitant un déplacement de la classe moyenne. Ce qui, sur le papier devrait bénéficier à tous : les populations initiales voient leur quartier se dynamiser, les entrantes profitent de prix attractifs, classes moyenne et populaire cohabitent. « La situation n'est jamais identique mais ce qui ressort, c'est que la mixité est un mythe dans ces configurations, analyse Mathieu Van Crielingen. Les populations anciennes et nouvelles ne sont pas là aux mêmes heures, ne fréquentent pas les mêmes lieux, n'ont pas les mêmes activités. Il y a parfois des échanges que ce soit une brèche dans l'entre-soi portée par l'une ou l'autre initiative ou bien sous forme de tensions de voisinage. Mais ce qu'on observe surtout c'est une microségrégation à l'échelle du quartier. »

Les efforts déployés par la Région bruxelloise pour dynamiser le quartier du canal à Molenbeek en attirant la classe moyenne, via Citydev, montre le même travers pour ce qui concerne le lien social. « Les nouveaux arrivants tendent à ne pas se fixer sur le quar-

tier, observe Gilles Van Hamme. Le quartier est choisi pour sa localisation centrale qui permet d'accéder au reste de la ville alors que les populations plus anciennes vivent le quartier, ses commerces, ses lieux de sociabilité. »

Une mixité en trompe-l'œil qui se retrouve dans les écoles qui accueillent des enfants issus de quartiers aux profils différents, comme le racontaient les élèves de l'Institut Saint Michel à Verviers. Selon sa classe sociale, son quartier d'origine, on ne fréquente plutôt pas les mêmes filières, on ne se fréquente pas du tout : « La façon de parler, de s'habiller, la façon d'être, on reconnaît facilement qui est "d'en haut" ou "d'en bas". » Une étude, portant sur la cafétéria d'un établissement britannique a montré que les élèves blancs et asiatiques ne socialisaient pratiquement pas. Non seulement les groupes de jeunes qui mangeaient ensemble étaient monoethniques mais le territoire de la cafétéria était lui-même ségrégué. Chacun sa zone. « Lorsqu'on a demandé aux élèves pourquoi ils se répartissaient comme cela, s'il y avait un problème, ils ont répondu qu'il n'y avait aucune animosité, simplement aucun intérêt, raconte Alain Van Hiel, professeur en psychologie sociale à l'UGent. A l'origine ce n'est pas de la peur, c'est de l'indifférence. » Pour le chercheur, l'enjeu tient donc à susciter la rencontre plus qu'à faire vivre à côté. « J'ai conscience qu'on fait peser beaucoup sur l'école qui est censée solutionner tous les maux de la société mais c'est là, je pense, qu'on aura le plus d'impact. Il existe des méthodes pédagogiques assez simples mais peu utilisées pour mélanger les élèves et les pousser à coopérer. Des études ont montré que les enfants en sortaient avec moins de préjugés et une plus grande envie d'aller à l'école. »

Pour cela, faut-il encore que les écoles soient mixtes : « Ce n'est pas parce qu'on est mélangés qu'on se rencontre, mais ce qui est sûr, c'est que si on n'est pas mélangés, on ne se rencontrera jamais. » ■

LORRAINE KIHL

# logement A Grez-Doiceau, des habitations moins chères pour les locaux

REPORT

**R**etour à Gastuche, petit hameau de la commune de Grez-Doiceau. Lors de notre immersion cet automne, on avait rencontré Alisson, la première habitante du domaine des Vallées. Sur le pas de sa maison flambant neuve, elle nous avait expliqué qu'un système avait été mis en place pour favoriser l'achat par des jeunes ménages dans la région.

L'idée était restée dans un coin de notre tête. Surtout qu'au fil des rencontres, la question du logement ressortait comme l'une des préoccupations principales des Gréziens. Beaucoup se demandaient si leurs enfants auraient la possibilité de vivre dans les environs.

Alisson a payé sa maison trois façades et petit jardin plein tarif : 400.000 euros. Ce n'est pas le cas d'Olivier et Jennifer. Ces jeunes trentenaires nous ont invités à partager le goûter avec Clémentine, 3 ans, et Titouan, un peu moins de 2 ans. Le couple a bénéficié de l'aide de la province. « On vivait dans un coin perdu près de Nivelles et ça ne nous convenait pas du tout, raconte Olivier. On voulait se rapprocher de la ville. Pour nous qui venons du Brabant wallon, Wavre est le centre du monde » (il rit). C'est Jennifer qui a entendu parler de l'initiative de la province. « Je me suis inscrite sur le site de la régie foncière. On était sur liste d'attente. Un beau jour, on a été contacté et tout s'est enchaîné très vite. Il fallait rendre le dossier dans la semaine. »

Car ce genre d'opportunité, ils sont

nombreux à vouloir en profiter. L'APIBW (nouveau nom de la régie foncière du Brabant wallon depuis 2017) s'est fixé l'objectif de construire 1.700 logements dans les dix années à venir. En général, les biens à prix réduits sont les premiers à partir, dans les trois premiers mois en moyenne. Attention, il ne s'agit pas de logements sociaux. Il faut déjà avoir les reins solides pour avancer des sommes qui grimpent jusqu'à 300.000 euros. « Notre cible est la classe moyenne, confirme Mathieu Michel, directeur de l'APIBW. On veut qu'elle reste sur notre territoire au lieu d'aller produire de la richesse ailleurs. L'exode de cette catégorie de population est un vrai risque qui pèse sur la prospérité du BW. »

Concrètement, la Région fait construire les habitations par des entrepreneurs privés qui doivent s'engager à lui racheter tous les invendus. Un tiers des logements sont vendus aux prix du marché, un autre tiers à prix coûtant. La marge réalisée lui permet de vendre le dernier tiers sous le prix du marché. Il est possible d'obtenir jusqu'à 30 % de réduction, ce qui peut représenter un montant de 50.000 à 70.000 euros. « Pour certains, c'est comme si on offrait un chèque virtuel de 400 euros par mois », souligne Mathieu Charles.

Tout le monde ne peut cependant pas postuler. Les conditions sont même assez strictes. Il faut être domicilié dans la province depuis au moins trois ans ou y avoir vécu au moins dix ans d'affilée. Les futurs propriétaires doivent être âgés entre 18 et 40 ans. Pour avoir la réduction maximale, leurs revenus ne peuvent pas dépasser 75.000 euros.

« On veut vraiment préserver les jeunes générations, encourager ceux qui débentent, ont fait des études et viennent de notre territoire », résume Mathieu Charles.

Séduisant, le modèle n'est pas parfait. « Le problème, une fois qu'on a signé, c'est l'attente, explique Olivier. Si on ne vit pas chez ses parents, on se retrouve à devoir payer la location d'un appartement et les intérêts du bien qu'on a acheté et qui n'est pas encore construit. »

**Les jeunes parents devront subir le bruit des camionnettes qui déboulent à 6 h et la poussière qui transforme le quartier en décor de western**

Le couple fait partie des chanceux puisqu'il a pu s'installer début 2018 alors que certains devront patienter jusqu'en 2020. Période durant laquelle les jeunes parents devront subir le bruit des camionnettes qui déboulent à 6 heures du matin et la poussière de sable qui transforme le lotissement en un décor de western. Des désagréments largement compensés par la qualité de vie : calme de la campagne mais facilités de la ville à proximité, voisins jeunes et chaleureux avec qui des fêtes sont déjà prévues cet été...

Une vie dorée à la campagne, pas ouverte à toutes les bourses mais qui a le mérite d'être une solution concrète pour ceux qui vivent dans des communes où les prix ont explosé. D'autres initiatives du même genre ont d'ailleurs été lancées autour de Bruxelles et en Wallonie. ■

MAXIME BIERMÉ

**HABITER  
MIEUX**



## VITAL

### « Un quartier comme Cureghem a besoin d'une démarche fouillée »

Vital Marage est chargé de projets pour les relations interculturelles et les primo-arrivants à la commune d'Anderlecht. A ce titre, il a aidé les journalistes de « Noir jaune blues » à défricher le terrain avant l'immersion à Cureghem. Son bilan est très positif : « *Je n'ai eu que des bons retours dans les milieux associatifs, parmi les habitants que vous avez rencontrés. Même l'échevin avec lequel je travaille était satisfait du résultat. Les gens ont compris l'originalité de la démarche. Ils ont apprécié cette manière de s'implanter dans le quartier, de prendre le temps de le découvrir. Je ne vous cache pas que certains doutes existaient parce que Cureghem n'a pas toujours eu bonne presse. Un quartier complexe comme celui-là a besoin d'une démarche fouillée. Les reportages ont donné une image réaliste de ce territoire. C'est important, même pour les élus auxquels ce journalisme d'immersion a donné à voir une réalité qu'ils méconnaissent parfois.* »

E.D.

## ME LOGER À UN PRIX DÉCENT, MISSION IMPOSSIBLE ?

**C'est, avec la mobilité, le sujet de doléances le plus récurrent.** De Malmédy à Cureghem, en passant par Ellezelles ou Aiseau-Présles : l'habitat préoccupe partout, avec toujours la même impression : celle de peiner à se loger correctement et à un prix décent. Cette idée est-elle justifiée ? **Une offre suffisante...** Si l'on s'intéresse uniquement à l'offre... pas de problèmes ! En 2017, StatBel recensait 4.877.805 ménages pour 5.411.566 logements. Il y aurait donc même plus de logements que de personnes à

loger. Le souci se situe ailleurs. En cause : « *l'inadéquation des logements existants au profil des familles en recherche* », comme le pointe Nicolas Bernard, professeur de droit à l'Université Saint-Louis, expert en politique du logement. Certains lieux sont impropres à l'habitat, parfois insalubres... Quand les autres sont simplement trop chers.

**... mais peu accessible** Car les coûts liés au logement augmentent plus vite que l'indice des prix à la consommation et que les revenus des ménages. Ainsi, entre 2006 et 2016, les prix des maisons et des appartements ont respectivement augmenté de 14 % et 24 % en Belgique. A Bruxelles, où 60 % de la population louent un bien, les valeurs locatives ont augmenté de 20 % entre 2004 et 2014, avant d'accuser une petite stagnation (mais les

salaires n'ont pas augmenté non plus). « *Il y a un effet double*, souligne Sarah De Laet, doctorante en géographie urbaine, membre de l'Institut de Gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire (Igeat). *D'une part, les gens se sentent moins sécurisés sur le marché de l'emploi, le taux de chômage des jeunes est important, et même les jeunes de classe moyenne, avec un diplôme universitaire, ont plus de difficultés à s'insérer professionnellement. Alors que d'autre part, les prix des loyers et des biens immobiliers augmentent.* » Côté wallon, le tableau n'est pas plus rose. Sébastien Pradella, du Centre d'études en habitat durable (CEHD), nous explique que « *la hausse du taux d'efforts pour se loger - augmentation des prix, frais d'entretien plus importants, fiscalité peu adaptée, facture énergétique - diminue la capacité réelle*

à supporter les coûts du logement ».

Conclusion : le poids de l'endettement des ménages a doublé en dix ans et ce en grande partie en raison de l'augmentation des crédits hypothécaires. Le taux de propriétaires accuse, pour la première fois en Wallonie, un léger recul, avec un transfert vers le secteur locatif privé.

**Quelles solutions ?** Nos trois experts se rejoignent sur l'urgence de nouveaux logements sociaux. En Wallonie, le parc a diminué en 2016 : pas assez

de nouvelles constructions pour compenser les destructions de biens vétustes. A Bruxelles, 8 % des ménages vivent dans des logements publics... Alors que plus de 40 % de la population pourraient y prétendre au vu de leurs conditions économiques ! D'autres outils sont à disposition des communes, comme la régulation des loyers, la préemption sur les logements vides, le subventionnement de biens privés, etc. Pour Sebastien Pradella, du CEHD, une plus grande mobi-

lité des ménages serait aussi souhaitable : « Vos besoins en logement sont différents quand vous êtes un jeune couple avec un enfant, une mère seule avec trois gamins ou une personne âgée isolée. Nos foyers sont moins stables qu'avant et à tous les stades de la vie, l'insatisfaction liée au logement prédomine. Il faut changer les mentalités et adapter, faciliter les procédures pour mieux gérer le parcours résidentiel. »

ELODIE BLOGIE

## Des clubs de quartier pour envoyer l'ennui au tapis

# ÉCOUTER LES JEUNES

REPORTAGE

C'est au fond d'une arrière-cour, dans l'un des quartiers les plus populaires de Verviers, que les membres (60 inscrits) du Taekwondo Ultimate Team apprennent chaque soir à se défendre. Ou plutôt à prendre confiance en eux. « On a été surpris, quand on a ouvert, de constater qu'un grand nombre de parents venaient inscrire leurs enfants parce qu'ils se faisaient embêter à l'école », expliquent Abdelilah Zinoun et Ulker Ugur, deux sportifs de haut niveau qui ont fondé le club il y a un an et demi. Au départ, pourtant, l'objectif n'était pas tant d'apprendre aux gamins du quartier à éviter les coups, mais plutôt de les occuper « pour éviter qu'ils ne tournent mal ».

Ulker a d'ailleurs inscrit sa propre fille après qu'elle a été agressée à l'école primaire par trois autres élèves. « Elle n'osait pas en parler. On vit dans un quartier sensible et je voulais qu'elle puisse se défendre », confie l'entraîneur provincial, qui assure rappeler régulièrement aux jeunes qu'ils sont là pour pratiquer un sport et développer des

qualités physiques et humaines. Pas pour se taper dessus.

« Avant, on m'embêtait à l'école. Maintenant je suis plus rassurée, confirme la petite Ahlya, 9 ans, qui flotte dans son kimono. J'ai appris à donner des coups de pied, des coups de poing. Contre qui ? Je ne sais pas encore », sourit-elle. « Quand elle est arrivée ici, elle osait à peine lever le bras », se félicitent ses entraîneurs.

### « Parfois, on y va de notre poche »

C'est à la demande d'une ASBL de quartier qu'Abdelilah et Ulker ont ouvert cette salle de sport au premier étage d'un bâtiment spacieux mais vétuste situé juste derrière une mosquée. L'ASBL s'est chargée de leur trouver des locaux pour les entraînements. Locaux qu'ils louent à prix démocratique. Le fait de dépendre de cette structure mère leur a épargné une montagne de paperasse et de démarches à entamer pour fonder le club. Sans quoi, ils n'auraient sans doute pas accepté la proposition.

Lors de notre premier reportage *Noir jaune blues* à Verviers, les habitants du quartier semblaient considérer que la salle de sport dépendait de la mosquée et que le club de taekwondo occupait ses locaux. Ce qui posait évidemment la question du risque de repêl communautaire.

« Pas du tout. On n'a rien à voir avec la mosquée. Certains parents déposent les enfants et en profitent parfois pour aller prier, mais ça s'arrête là, clarifie Abdelilah. Justement, ça ne serait pas une

bonne chose que ce soit lié à la mosquée. Ça pourrait bloquer certaines personnes ou faire peur aux femmes. » Elles repré-

sentent environ 20 % des affiliés au club.

Les élèves qui s'évertuent en ce début de soirée à reproduire les gestes de leurs entraîneurs ne sont d'ailleurs pas tous issus de la communauté musulmane. « Il y a de tout : des Turcs, des Albanais, des Italiens, des Belges, des Roumains... Kevin, justement, est Roumain. Il habite à 500 mètres d'ici et ils sont trois de la même famille à venir au cours. Ils patent toujours en temps et en heure. Comme quoi les clichés sur les Roumains, c'est n'importe quoi ! », sourit Abdelilah.

Une multiculturalité à laquelle Dorian, 15 ans, n'était pas vraiment habitué. « Dans le club que je fréquentais avant, c'était plutôt belgo-belge. » Si le Spadois, qui a déjà décroché le titre de vice-champion de Belgique dans sa catégorie, préfère aujourd'hui s'entraîner dans un club plus modeste, c'est en raison de l'esprit de compétition qui s'en dégage, nous confie-t-il. Et pour bénéficier des enseignements d'Ulker Ugur dont il connaît le palmarès.

En imposant à ses affiliés une cotisation mensuelle de 25 euros, le club parvient à couvrir ses frais de fonctionnement et l'achat de matériel. L'assurance et l'équipement restent à charge des membres. « On sait que certains parmi nous n'ont pas les moyens. Ils n'ont pas besoin de le dire, on le voit bien. Alors parfois, on y va de notre poche. C'est un choix qu'on a fait parce qu'on est passionnés. » Aucune demande de financement public n'a été introduite. Trop fastidieux, estiment les deux sportifs : « C'est beaucoup de démarches pour pas grand-chose. Et de toute façon, le service public ne serait pas intéressé. Comme c'est pas du foot... » ■

LUDIVINE PONCIAU

## COMMENT LES SUBSIDES SONT RÉPARTIS ?

**De nombreux Belges montent, font vivre, boostent des ASBL. Et parfois luttent pour survivre, faute de soutien financier. Quelle est donc l'association qui a obtenu « votre » part du gâteau des quelques milliers d'euros prévus dans le budget communal ?**

**La transparence.** En l'état, seules la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles se sont engagées à mettre en place un cadastre des subsides. Celui de la Wallonie est déjà disponible (1). Celui de la Fédération doit l'être d'ici fin 2019. Mais d'autres niveaux de pouvoirs ne se sont pas engagés à la même transparence. Comme les communes. Pourtant, souligne l'Union des villes et des communes de Wallonie, les collèges communaux sont tenus à la transparence et débattent publiquement de l'attribution des aides. Au choix, ils peuvent mettre en place une sorte de « cahier des charges » ou décider au cas par cas.

*« On est dans un manque flagrant de transparence et il y a un vrai travail de nettoyage à faire, explique Christophe Van Gheluwe, cofondateur de Transparencia. Des ASBL sont vraiment des coquilles vides, des machines à détourner de l'argent public. Et, s'ils ont accès à un cadastre, les citoyens, qui connaissent le mieux le terrain, sont les plus à même de les repérer. »*

**Mode d'emploi.** Vous n'êtes pas sans armes pour y voir un peu plus clair, souligne Christophe Van Gheluwe. La meilleure méthode : interroger son échevin, mais surtout réclamer les documents à l'administration communale. Le mieux est de le faire par écrit. La législation européenne sur la transparence et l'accès aux documents publics vous donne tout pouvoir pour les obtenir. *« Tout document détenu par une autorité publique est un document public que vous devez pouvoir consulter, explique l'activiste de la transparence. Après, comment ces règles sont appliquées... C'est une autre histoire. »*

Si vous ne recevez pas de réponse dans les 30 jours, vous pouvez vous retourner vers la Commission d'accès aux documents administratifs. Si elle juge que l'administration n'a pas respecté la législation, elle lui transmet alors un rappel à la loi. *« Je multiplie les avis de la Cada (Commission d'accès aux documents administratifs) et ils ne sont pas suivis d'effet », déplore Christophe Van Gheluwe.*

PAULINE HOFMANN

## POURQUOI AI-JE DU MAL À TROUVER UNE CRÈCHE ?

**Cette question posée par de nombreux Belges rencontrés correspond aux résultats d'une étude de la Ligue des familles : la création de places dans les écoles est importante pour sept parents sur dix. Huit parents sur dix souhaitent aussi plus de places en crèche.**

**Les crèches.** Malgré les plans cigogne successifs (13.000 places de crèches ont été créées depuis 2005 selon le cabinet de la ministre CDH Alda Greoli), le taux de couverture en crèches n'est toujours pas suffisant dans certaines régions. Delphine Chabbert, secrétaire politique de la Ligue des familles, détaille : *« On crée les places de manière inégale, le taux de couverture diffère d'une région à l'autre. Il est très bas dans le Hainaut (28 % contre 50 % dans le Brabant wallon par exemple), donc il faudrait construire deux fois plus dans le Hainaut pour que l'enfant ait les mêmes chances. »*

Elle observe une corrélation entre l'indice économique de la commune et l'offre en crèches : à Bruxelles, la commune avec le taux de couverture le plus bas est Molenbeek. L'ouverture de nouvelles places est donc un vrai enjeu en matière de lutte contre les inégalités sociales éducatives. Delphine Chabbert regrette l'absence de données centralisées, un outil qui permettrait d'y voir plus clair sur la demande. L'ONE (Office de la naissance et de l'enfance) y travaille. Quant aux moyens, les pouvoirs publics investissent - c'est indéniable - mais c'est encore insuffisant, selon la Ligue. De plus, notre experte observe que le système actuel - non uniformisé au niveau des procédures d'inscription - favorise les familles les plus informées.

**Les écoles.** Comme pour les crèches, la Communauté française a lancé des plans d'ouverture de nouvelles places. Vingt millions d'euros y sont consacrés chaque année. 5.386 places doivent être créées selon le dernier appel à projets lancé. Mais cela prend du temps... *« Le parcours visant la création d'écoles est un vrai parcours du combattant, observe Olivier Van Essche, de l'ASBL Eleves. Il faut compter cinq ans pour créer une école. Avec tous les dédales administratifs et le manque de soutien. »* A ses yeux, le réseau de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne montre pas l'exemple en la matière, car il ouvre trop peu d'écoles.

(1) [subventions.wallonie.be](http://subventions.wallonie.be)

**NATHALIE****« On va encore plus mettre en avant le savoir-faire des gens »**

De son expérience *Noir jaune blues*, Nathalie Caccialupi, la directrice du centre culturel d'Aiseau-Presles, garde un souvenir mitigé. « *L'image de l'entité a, à mon sens, été noircie, estime-t-elle. Personnellement, je trouve que des initiatives sont prises et ça ne ressort pas des témoignages recueillis. Les gens se focalisent beaucoup sur les désagréments provoqués par l'ICDI (l'incinérateur, NDLR) et on a l'impression qu'ils n'ont pas beaucoup d'espoir. Pourtant, des institutions comme la nôtre jouent un rôle et ça ne date pas de maintenant. Nous sommes conscients qu'il reste du travail à fournir, mais des belles choses sont faites. Nous avons fait un brainstorming et il en ressort que nous devons encore plus aller vers les gens, mais nous ne sommes que quatre et c'est compliqué. Pour faire ça, on noue des contacts avec l'associatif local et on va dans tous les coins de l'entité. On joue sur le réseautage mais il faut peut-être que l'on renforce la communication. A l'avenir, on va encore plus mettre en avant le savoir-faire des gens pour recolorer tout ça.* »

F.D.E.

# VTT Kilian, la preuve qu'on peut faire entendre sa voix à 14 ans

PORTRAIT

**Q**uatorze ans. Qu'aviez-vous déjà accompli à 14 ans ? Une médaille à un championnat de gym ou à un tournoi de foot ? Votre CEB (ha non, ça n'existait pas encore à l'époque) ? Kilian, lui, a réussi à faire construire un terrain de VTT dans sa commune, Ellezelles. Preuve qu'on n'est jamais trop jeune pour faire changer les choses.

Assez grand pour son âge, brun de cheveux, ce Belge né à Nice a tout d'un futur manager : une allocution claire et précise – même si sa voix traduit son jeune âge –, une volonté de fer, de la patience et de la persévérance. Son rôle de leader dans le groupe est indéniable. C'est lui qui organise un peu tout. Une fois qu'une question se pose, c'est vers lui qu'on se retourne. Mais la finance, la politique ou la gestion d'équipe, ça ne l'intéresse pas. Son truc à lui c'est le VTT et la moto. Il bifurquera d'ailleurs vers le technique à la rentrée prochaine pour suivre une formation de mécanicien. Histoire de réparer au mieux son vélo « freeride » blanc aux grands disques et aux freins puissants. Et aussi d'aider ceux du groupe.

C'est cette passion pour le VTT qui l'a poussé, il y a quelques mois, à lancer un

groupe de VTT à Ellezelles : les « fous du guidon ». Tout est parti d'une conversation Messenger, puis d'une page Facebook. La demande était là. « *Au final, dans les villages, à Ellezelles ou ailleurs, ce sont toujours les mêmes sports qui sont imposés. Le foot, le tennis. Mais d'autres sports existent.* » Aujourd'hui, ils sont des dizaines de jeunes. Ils ont même des tee-shirts et des stickers à leur effigie. L'idée du groupe : s'entraider et apprendre ensemble. « *Et puis c'est toujours mieux de rouler à plusieurs, non ? C'est aussi plus prudent en cas d'accident, de casse ou de pneu crevé, par exemple.* »

## Apprendre ensemble

Le problème, c'est qu'il n'y avait pas de terrain pour les accueillir. « *On traînait dans les rues, du coup on n'était pas trop aimés dans le village. On ne faisait rien mais ça embêtait certaines personnes.* » Plein d'espoir, Kilian a alors contacté l'échevin des sports pour lui demander un terrain. Il est resté sans réponse. Qu'à cela ne tienne, il persévère. Il contacte d'autres personnes à la commune et finit par obtenir une parcelle à côté du terrain de foot. Un

terrain en friche en prêt pour un an. Rapidement, les jeunes s'approprient les lieux. A coup de pelles et de petits bras, les « fous du guidon » creusent leurs bosses. Du moins essayent. Sans grue ou matériel adapté, c'était compliqué. Suite au passage des journalistes du *Soir* et de la RTBF à Ellezelles et à la diffusion des reportages, Kilian et sa team ont bénéficié de ce matériel. Un ouvrier communal qui travaillait à côté est venu leur modeler leur circuit. Une victoire pour celui qui nous disait « *ne pas se sentir écouté* ».

Une victoire mais pas une fin. Kilian veut plus. Il voit plus grand. Il a des projets plein la tête. D'abord pérenniser le terrain. C'est un prêt et il sera bientôt remplacé par un nouveau lotissement. Ensuite, mettre en place des stages de VTT pour ados, pour enfants, mais aussi pour adultes. Il souhaite aussi aider dans la mise en place d'un conseil des habitants pour que chaque personne qui le souhaite puisse s'exprimer sur ses envies. Enfin, il aimerait mettre un deuxième groupe sur pied, à Ath, où sa famille déménage dans deux mois : il rêve également d'y faire bouger les choses. ■

EGLANTINE NYSSSEN

YANNICK

« On a l'impression que les journalistes vivent sur une autre planète »

Yannick Delforge, c'est le bijoutier grognon de la place du Miroir de Jette. Il faut dire qu'il avait des raisons de se plaindre vu la longueur des travaux devant son commerce. L'expérience journalistique lui a plu : « *C'était une chouette approche. Les gens ont été plus au contact des médias. On n'en a pas*

*peur, mais parfois on sent une distance entre eux et nous, on a l'impression que les journalistes vivent sur une autre planète ! Ici, c'était bien la preuve que non. En tout cas, à Jette, Noir jaune blues et après ? a permis de rapprocher des points de vue, je trouve.* »

L.CO

## POURQUOI ENGAGER COÛTE SI CHER ?

Le coût du travail est particulièrement élevé en Belgique. Plusieurs patrons de très petites entreprises l'ont souligné lors de nos différents reportages.

« En Belgique, on n'encourage pas l'hore-

ca. C'est horrible. Il faut absolument diminuer les charges patronales sur les employés. » Baudouin a créé le resto « Les coudes sur la table », à Embourg. Un succès. Il est complet tous les soirs et ça tourne bien à midi aussi. Pourtant, il est obligé de faire le service lui-même. La vaisselle aussi. Engager risquerait de plonger ses comptes dans le rouge alors que son resto cartonne. Paradoxe. Et donc dilemme. Baudouin n'est pas le seul dans le cas.

On le sait, le coût du travail est particulièrement élevé en Belgique. Nous avons donc demandé à l'Union des classes moyennes de nous aider à chiffrer le coût réel de l'engagement d'un travailleur pour une entreprise dans les secteurs où l'on retrouve beaucoup de petits indépendants : l'horeca, le commerce de détail, la construction et les professions libérales.

**Dans l'horeca.** Baudouin emploie déjà

un cuisinier. Dans le secteur, la rémunération annuelle brute totale d'un troisième travailleur âgé de 35 ans s'élève à 26.448 €. Les charges patronales s'élèvent dans ce cas à 15.912,91 €, ainsi que des écochèques (250 €) et des frais divers (1.322 €). Dans l'horeca, des réductions de cotisations sociales sont octroyées pour un troisième engagement à hauteur de 4.847,82 €.

En tenant compte des allocations de travail octroyées par la Wallonie et Bruxelles, Baudouin devrait déboursier au total 33.085,49 € pendant la pre-

mière année pour engager un demandeur d'emploi de longue durée domicilié en Région wallonne. Ou 32.185,49 € s'il est domicilié en Région bruxelloise. **Dans le commerce de détail.** Le patron d'un magasin de chaussures situé en Région wallonne cherche quelqu'un pour l'épauler dans sa boutique. Pour engager une vendeuse dont la rémunération mensuelle brute sera de 1.600 €, il devra payer 20.988 € par an (prime de fin d'année et prime sectorielle comprises). Pour la première année d'embauche, les charges patronales sont quasi nulles. Et une allocation de travail de 6.000 euros est

octroyée par la Région wallonne. Double pécule de vacances, écochèques et frais divers portent l'addition annuelle à 17.789,63 € pour le patron.

Enfin, dans le secteur des professions libérales, un bureau d'architectes qui veut engager un employé comptable de 55 ans domicilié en Région wallonne. Pour ce cinquième engagement, il sera exempté de charges sociales patronales de sorte qu'au total, la première année, il devra déboursier 23.327,84 €.

CORENTIN DI PRIMA

# A Cureghem, propreté rime avec citoyenneté

**Dans ce quartier d'Anderlecht, les déchets sont partout. Des jeunes ont relancé un comité qui a décidé de prendre le problème à bras-le-corps. Le dialogue est noué avec la commune.**

RECIT

**L**a propreté, la propreté et encore la propreté. Les habitants de Cureghem n'ont que ce mot à la bouche. C'est bien simple : lorsque nous avons établi le hit-parade des préoccupations de la population de ce quartier d'Anderlecht, nous avons placé ce sujet sur les trois premières marches du podium. Avec à l'esprit, cette phrase touchante d'Alizée, une habitante de la chaussée de Mons : « Nous avons le sentiment de vivre

constamment dans les poubelles. »

Plus qu'une impression, une réalité. Et ce n'est pas faire injure aux 26.000 personnes de 125 nationalités différentes qui vivent sur ces 200 hectares enclavés dans la ville : les poubelles publiques débordent, le tri des déchets semble relever de l'impossible, les dépôts sauvages pullulent, les trottoirs voient s'accumuler vieux matelas, vieilles machines à laver, vieux métaux qui attendent le ramassage.

La faute aux habitants ? Pas seulement : Cureghem sert honteusement de dépotoir urbain à des personnes sans scrupule qui viennent de communes voisines, à l'abri des regards. En prime, l'économie locale est très intensive dans des secteurs comme l'abattage de bétail, le commerce de voitures d'occasion ou les marchés de fin de semaine qui génèrent eux-mêmes des déchets en quantité importante. Le problème de la propreté est en définitive le revers de la médaille : ce quartier vit intensément, il faut l'aider à résoudre les problèmes que cette hyperactivité provoque.

Du côté de la place Lemmens et du quartier Renaissance, la population s'impatiente. Mais des habitants particulièrement déterminés ont décidé d'agir et de prendre leur destin en main. Une fameuse éclaircie dans un décor plutôt tristounet. En mars dernier, nous avons assisté à la première réunion du nouveau comité de riverains, entièrement consacrée à la propreté publique.

L'échevine Elke Roex (S.P.A) avait répondu point par point aux questions et surtout aux critiques. Le dialogue avait

été franc : un problème aussi important que celui-là ne se résout pas à coups de slogans, il faut des budgets, des moyens humains, et puis travailler sur l'éducation des plus jeunes pour faire émerger des initiatives citoyennes. Promis, on se reverrait, on travaillerait ensemble.

Deux mois plus tard, nous sommes retournés dans le petit local communal de la rue Haberman qui offre un toit aux associations. Nous y avons retrouvé Hafit Kaïdi, le président du comité de quartier. Il était entouré de Naïma, Ismaël, Jawad et Karel, eux aussi impliqués dans l'avenir de ce coin de Cureghem, à l'ombre de la chaussée de Mons, véritable colonne vertébrale de ce territoire.

Le constat est très positif : « Il y a en tout cas une nette amélioration dans la gestion des dépôts sauvages, explique Hafit. Lorsque nous appelons les services, ils réagissent dans les délais normaux. Ce n'est pas simple pour eux parce que les déchets reviennent presque toujours aux mêmes endroits. Nous avons aussi pris l'habitude de mettre des photos des dépôts sur les réseaux sociaux. Cela fait réagir très rapidement. »

## Crédibilité

Mais le plus important est peut-être ailleurs pour ce comité de quartier qui vit une seconde jeunesse : « Grâce au sérieux de notre démarche, nous sommes devenus des interlocuteurs crédibles pour les autorités communales. Nous avons acquis une réelle visibilité aussi.

même à l'égard des habitants. Les jeunes se plaignent souvent de ne pas être entourés, ils savent désormais que nous existons. Nous pouvons être leur porte-parole.»

Ces premiers mois de travail ont aussi confronté Hafit et les autres aux réalités de la gestion publique : « Nous avons lancé l'idée d'une journée propreté où la population aurait mené un grand net-

toyage de tout le quartier. Mais nous n'avons pas obtenu les autorisations nécessaires dans les délais. Ce sera pour une autre fois. Mais nous avons décidé d'éditer un feuillet d'information sur la gestion des déchets. Nous l'avons glissé dans toutes les boîtes aux lettres. »

Une autre idée est relancée, qui fonctionnait bien autrefois du côté de la rue de la Rosée : la création d'un « Coin Propreté », sorte de mini-parc à conteneurs

de proximité. « Cela ne règlera pas le problème, mais ce serait un plus notamment pour le tri des déchets », commente Hafit qui sait cependant qu'il faut trouver un site et un gestionnaire, dégager de moyens financiers, prévoir des horaires. Autant d'éléments qui demanderont d'intensifier le dialogue avec la Ville.

A travers la question sensible de la propreté, un quartier semble revivre. Le

comité a accueilli l'autre soir une quarantaine d'adolescents pour débattre de l'aménagement de la place Lemmens. L'idée d'un « workout », sorte de salle de gym en plein air, a la cote. Mais cette fois encore, il faut des moyens. Et puis cet espace doit être partagé : les plus âgés veulent des bancs et un terrain de pétanque. Bienvenue à l'école du vivre ensemble et de la citoyenneté. ■

ERIC DEFFET

## SÉVERINE

### « Il y avait une vraie rencontre »

Séverine, la gérante du restaurant Le Parvis au Parvis Saint-Pierre d'Uccle, juge que globalement, l'idée de l'immersion *Noir jaune*

blues était « très chouette ». « Les gens ont apprécié d'être abordés et interrogés, à mon sens c'était positif. C'était très convivial car les journalistes ne sont pas restés juste deux secondes, ce n'était pas trop superficiel, il y avait une vraie rencontre. C'est bien de prendre le temps car, par exemple, quand on fait un micro-trottoir à un instant T, on ne rencontre pas vraiment la personne. » Ceci dit, Séverine ajoute un petit

bémol : « Je trouve que c'était peut-être trop ciblé sur certains quartiers. Je ne suis pas sûre que vous ayez pris le pouls de tout ce qui représente Uccle. Vous auriez pu aller plus en profondeur dans les sous-quartiers d'Uccle, qui est une commune très disparate. » La patronne ajoute qu'elle a eu de « chouettes retours » suite à la mise en avant de son établissement, même si cela a été court dans le temps.

A.-C.B.

## COMMENT ÊTRE ASSOCIÉ AUX TRAVAUX PRÈS DE CHEZ MOI ?

Dans les 15 communes, riverains, usagers de la route, commerçants... ont parfois le sentiment de ne pas être entendus, quand il s'agit de mener de grands projets d'aménagement du territoire. Comment faire entendre sa voix ?

- Dans notre démocratie représentative, les outils de « sondage » de la population ne manquent pas.
- Un comité de quartier n'a aucun autre pouvoir que celui que les

élus lui confèrent, mais une bonne organisation peut lui donner un véritable poids politique. Dans la même veine, certaines communes ont installé un ombudsman local, un médiateur indépendant (en théorie) entre les administrés et leurs élus. D'autres outils encore existent : certaines communes ont instauré des comités consultatifs. Il s'agit de « toute assemblée de personnes, quel que soit leur âge, chargées, par le conseil communal, de rendre un avis sur une ou plusieurs questions déterminées », dit le droit. Les Commissions locales de développement rural (CLDR) font office dans certaines entités rurales d'interlocuteurs cruciaux. Les Commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de la mobilité (CCATM) jouent un rôle semblable. Il en existe dans la plupart

des communes francophones. Reste à se rapprocher de toutes ces organisations... **Est-on vraiment écouté ?** « Il y a un vrai problème d'innovation au sein des pouvoirs locaux, regrette Marion Courtois, économiste spécialiste de l'économie circulaire. L'aménagement du territoire en est à ses balbutiements en matière de coconstruction de projets. Trop souvent on reste dans une approche participative où l'élu écoute les avis, puis il fait ce qu'il veut. » Mais toute la faute ne revient pas aux décideurs : « L'interpellation citoyenne, en conseil communal, est très peu utilisée. Cela pose la question de l'éducation des citoyens à pouvoir penser des projets qui dépassent les intérêts personnels », estime Marion Courtois. Pour le reste, le juge de paix, c'est l'élection !

LOUIS COLART

## POURQUOI MON BOURGMESTRE EST-IL EN PLACE DEPUIS 20 ANS ?

**L'enquête « Noir jaune blues » l'avait démontré à suffisance : la population peut se montrer très critique dès qu'il s'agit d'évoquer le monde politique.**

Qu'en est-il dans nos villes et communes à propos des élus de proximité ? Le bilan est contrasté.

A Cureghem, nous avons assisté à une réunion entre les habitants du quartier Lemmens et Elke Roex (S.P.A.), une échevine d'Anderlecht. Les échanges ont parfois été musclés. Mais ils ont été constructifs. Deux mois après notre passage, les habitants soulignent la qualité du dialogue et ses effets sur le terrain en matière de propreté publique. En Wallonie ou à Bruxelles, les ci-

toyens saluent parfois l'action de leurs élus. Mais la plupart du temps, c'est le scepticisme qui l'emporte. Que font-ils ? Et même : qui sont-ils ? Et surtout pourquoi s'accrochent-ils aussi longtemps au pouvoir alors que la situation ne s'améliore guère sur le terrain ? Autant de questions qui débouchent sur une évidence : même au niveau local, l'exercice de la démocratie reste une grande inconnue pour la plupart de nos contemporains.

L'heure est venue de rappeler quelques principes de base. Un : à condition de disposer de ses droits civiques et politiques, tout Belge âgé de 18 ans peut se présenter aux élections communales. Cela reste encore le moyen le plus simple pour faire valoir ses idées et ses projets. Deux : le droit de vote est l'occasion rêvée d'effectuer un choix entre les partis, les programmes et les hommes ou les femmes qui les incarnent. A chacun d'agir selon ses convictions en gardant à l'esprit une

réalité : une majorité doit se dégager pour gouverner une commune.

Trois, logiquement : la même échéance électorale permet de sanctionner l'élu qui n'aurait pas répondu aux attentes, ne vous gênez surtout pas !

La bonne gouvernance est à la mode. Elle vise notamment à rapprocher les élus des électeurs, les ambitions des premiers et les choix des seconds. En Wallonie (mais pas à Bruxelles), le bourgmestre est désormais le conseiller communal qui a obtenu le meilleur score personnel au sein de la liste principale de la majorité. Il s'agit d'empêcher les accords strictement politiques qui feraient peu de cas des résultats électoraux.

Autre réalité, à géométrie variable cette fois : le décumul des mandats entre progressivement dans les mœurs. L'objectif est clair : inciter les élus locaux à s'occuper à temps plein de leur commune. De quoi les réconcilier avec les habitants ?

E.D.

### PAUL

#### « Ça nous permet de nous "resituer" par rapport aux autres »

Pour Paul Foguenne, Arlonais bien dans sa commune, l'expérience a été globalement positive : « Même si on connaît les différentes réalités des gens, les différents vécus, lire des témoignages très "concrets" nous a

*permis de "ressentir" beaucoup plus les réalités wallonnes et bruxelloises. Ce que nous avons pu exprimer nous semble même un peu "tracas de petit-bourgeois" quand on lit certains témoignages. Dans tous les cas, ces témoignages nous ont ouverts à "d'autres mondes" et nous avons ressenti beaucoup de sympathie et d'intérêt pour toutes les personnes ayant témoigné. Malgré les énormes différences, nous nous sentons "plus proches" des autres habitants, plus "empathiques". Ça nous permet de nous "resituer" par rapport aux autres. [...] En fait, c'est une bonne*

*base de discussion pour la ville que nous voulons pour demain. » L'expérience Noir jaune blues lui a également permis de repenser son rapport aux médias : « Depuis quelques années, nous étions un peu "sortis" de la presse traditionnelle. Pas d'abonnement télé, juste internet et Netflix, pas d'abonnement aux journaux. [...] Du coup, nous avons pris le temps de nous réintéresser à la presse belge et il y a de très bonnes choses qui se font. Ce n'est pas aussi "consensuel" et détaché des réalités que nous le pensions. »*

M.BN

# « Une glace au parfum du Borinage »

## ENTRETIEN

**L**e patrimoine, c'est son dada. Quand on le lance sur le sujet, Stephen est intarissable. Il déborde de projets pour faire vivre sa bien-aimée Frameries. « J'essaye simplement de rendre les gens amoureux de leur chez-eux. »

**On vous appelle le « commando patrimonial ». Ça veut dire ?**

*J'avais entendu qu'une statue de Louis Pierard (figure historique locale, NDLR) existait à Frameries. Mais je ne l'ai jamais trouvée. Jusqu'au jour où on a retrouvé sa trace, camouflée sous un tas de ronces. J'ai lancé un appel sur Facebook. Et on s'est retrouvé à une dizaine pour remettre la statue en état. On a même découvert qu'il y avait un bassin au pied de la statue. On peut y lire : "Il aimait la beauté et la faisait aimer." C'est tellement surprenant !*

**D'autres opérations ont suivi ?**

*Les autorités ont plutôt mal réagi. C'est difficile pour la commune d'accepter une opération indépendante. On a encore fait quelques actions, un peu clandestines. Dans le parc, il y avait une croix gammée sur un mur, taille XL, depuis 10 ans. On a été la recouvrir de peinture.*

**Aujourd'hui, c'est fini ?**

*La gestion d'un groupe, ce n'est pas vraiment mon truc. C'est le hasard qui a fait que les gens ont mordu. Certains ont compris que le Frameries d'aujourd'hui pouvait se nourrir du Frameries d'autrefois. Tout cela a créé une sorte de mouvement, sans prétention, pour mettre en valeur le patrimoine oral, architectural. Si tu sais que dans ta rue, il s'est passé quelque chose, tu vas peut-être plus la respecter que si tu la considères comme une rue ordinaire.*

**La démarche ne se limite pas aux vieilles pierres. Vous tentez également de relancer le folklore local, comme le crossage au paillet (un jeu de précision où l'on**

**visite le paillet avec une balle ovale) ?**

*On a fait faire ça aux enfants, au patro. Le simple geste qu'ils ont fait en croissant, c'est celui que leurs arrière-grands-pères ont fait un jour. Car tout le monde y jouait, à l'époque. Les gens pensent que parler du passé, c'est passéiste. Mais le patrimoine peut nourrir l'identité locale. Cette identité permet aux gens d'être fiers d'habiter quelque part, et pas n'importe où. Cela peut nourrir l'économie aussi. Quand on part en Provence, on ramène des souvenirs. Dans le Borinage aussi, il y en a des choses à ramener ! Mais on les traîne comme des boulets, alors que cela pourrait être des ballons pour s'envoler.*

**Un exemple ?**

*Un restaurateur a été convaincu qu'il pouvait se servir de notre terroir dans sa carte. Et est en train de développer un menu framerisois. Il va faire des charbons de légumes, une recette ins-*

*pirée d'un chef étoilé français. Pour le dessert, il veut recueillir la sève des bouleaux. Ces arbres tirent leur sève du labeur des hommes, puisqu'ils prennent leur substance dans les terrils que les hommes ont constitués. Si on en fait une boule de glace, c'est comme si on mangeait le Borinage. C'est une manière très aboutie de faire vivre le patrimoine.*

**Comment organisez-vous cette action de défense du patrimoine ?**

*Ça se fait spontanément, ce n'est pas vraiment organisé. Je gère juste la promotion des événements via un blog. C'est un peu le système nerveux. On y trouve aussi des chroniques. Chaque semaine, je photographie par exemple un élément patrimonial de Frameries, et je le poste en demandant aux gens s'ils savent ce que c'est. Et où ça se trouve. Ce petit jeu n'a l'air de rien, mais ça permet aux gens de se rendre compte qu'ils passent leur temps à voyager alors que chez eux, c'est bien aussi. ■*

Propos recueillis par  
KAVIER COUNASSE

**« J'essaye simplement de rendre les gens amoureux de chez eux »**

## L'IMPACT DES TRANS- FRONTALIERS, UN CASSE-TÊTE

*« Je travaille à Arlon, j'habite à Arlon et je subis la hausse des prix due aux Belges qui travaillent au Luxembourg. »* Le constat nous a été rapporté à plusieurs reprises lors de notre immersion. Le ratio de travailleurs frontaliers sur la population active occupée est plus important le long de la frontière avec le grand-duché de Luxembourg et dans le sud de la province de Luxembourg.

Dès lors, la question se pose : comment vivre confortablement, avec son salaire belge, sachant que les prix à proximité de la frontière ne cessent d'augmenter ? Pour plus de la moitié de la commune, la question ne se pose pas : ils sont 58,7 % à travailler au Luxembourg. Une Arlonaise embauchée au Grand-Duché l'avait volontiers reconnu, le décalage peut-être *« cruel »*.

La province de Luxembourg comptait, au 31 mars 2016, 32.140 travailleurs frontaliers, soit 28,5 % de sa population active. Les communes ayant la plus grande proportion de travailleurs frontaliers (entre 58,7 % et 66,4 %) sur leur territoire sont Aubange (66,4 %), Messancy (61,9 %), Attert (60,3 %) et Arlon (58,7 %). Concrètement, quelles sont les

différences entre une personne qui habite à Arlon et travaille à Arlon et une personne qui habite à Arlon et travaille au Luxembourg ? La différence majeure s'observe sur le plan fiscal. Le travailleur belge qui preste la plupart de son temps de travail au Grand-Duché bénéficiera du système fiscal luxembourgeois, nettement plus avantageux. Pour le même poste, le salaire net peut doubler au Luxembourg. Sur le plan social, le remboursement des soins de santé est également plus avantageux qu'en Belgique : ils sont assimilés par le biais d'accords complémentaires versés par le Grand-Duché au travailleur frontalier.

Mais est-il seulement possible de lisser cette différence entre le travailleur belge frontalier et son voisin qui travaille sur le territoire du royaume ? *« Que voulez-vous faire ? »*, s'interroge Pierre-Henry Goffinet, directeur général de la province du Luxembourg. *À part appliquer une politique en matière de logement basée sur le revenu net, appliquer deux prix dans les magasins... On ne peut pas discriminer ! »* Pour le directeur général, *« il faut faire attention aux légendes : une maison à Arlon est en moyenne moins chère qu'un appartement à Bruxelles ! »*. Et de souligner les inconvénients à travailler au Grand-Duché : *« La mobilité est compliquée, les semaines de travail comptent 40 heures. »*

MARINE BUISSON

# REPENSER LA MOBILITÉ

# A Malmédy, des navettes pour rentrer de soirée

**La mobilité en zones rurales est déjà, en soi, un défi. Que dire des retours de soirée en pleine campagne, entre conducteurs alcoolisés et piétons imprudents ?**

**E**n fin de week-end, un nom, dans les dépêches des journaux locaux, s'ajoute à la macabre litanie des victimes de la route. Si leur nombre a diminué entre 2015 et 2016 (derniers chiffres disponibles), les accidentés qui trouvent la mort sur nos routes proviennent à 58 % du sud du pays. La mobilité en zone rurale est certes, en soi, déjà un défi. Dans certaines régions, la très faible offre de transports publics rend la sacro-sainte automobile individuelle indispensable.

Les week-ends, lorsque les bals de village et autres barbecues (ou raclettes, selon la saison) entre amis se multiplient, les risques eux aussi grandissent. Conducteurs alcoolisés ou fatigués qui sortent de route, piétons imprudents, invisibles dans la nuit noire, qui se font faucher sur le bord d'une nationale mal éclairée: c'est contre cette fatalité que, depuis près de 25 ans, des citoyens de Malmédy se mobilisent. Ils entendent donc réduire autant que possible « les risques du samedi soir » à travers l'ASBL du même nom.

**1 De quoi s'agit-il ?** L'ASBL « Les risques du samedi soir » organise des navettes et des taxis pour raccompagner les fêtards après de grosses festivités. Active sur le territoire de quatre communes (Trois-Ponts, Stavelot, Malmédy et Waimmes), l'association intervient à la demande des organisateurs de soirées, qu'il s'agisse d'une fête d'anniversaire de 20 personnes ou du célèbre Carnaval de Malmédy, durant lequel l'ASBL raccompagne de 600 à 1.200 personnes selon les éditions. L'an dernier, « Les risques du samedi soir » ont accompagné 24 soirées. Un chiffre qui augmente chaque année. Pour bé-

néficier des services de l'association, les organisateurs s'acquittent d'un prix forfaitaire de 150 euros et s'engagent à respecter une charte : eau distribuée gratuitement pendant la soirée, bières sans alcool, mise à disposition d'un vestiaire, respect des horaires de police, etc.

**2 Comment ça fonctionne ?** L'ASBL travaille avec des chauffeurs professionnels, qui conduisent des minibus de 11 à 23 places. Lors de grosses festivités, des bus de 90 places peuvent être affrétés. Jusqu'à quelques heures avant l'événement, les utilisateurs sont invités à s'inscrire sur le site web de l'association - financé il y a quatre ans par le SPF Mobilité - en donnant leur adresse et l'heure de leur retour, entre 1 et 3 h du matin.

Les bénévoles organisent alors les « boucles » de retour en rassemblant les personnes qui habitent à proximité les unes des autres. Chacun est déposé devant son domicile. Un ticket de retour pris à l'avance coûte 3 euros. S'il reste des places, il est encore possible, pour 5 euros, de prendre un minibus le soir même. L'objectif de l'ASBL est clairement de sensibiliser les jeunes (et moins jeunes) afin qu'ils prévoient leur retour à l'avance.

Vers minuit, les bénévoles arrivent sur les lieux de l'événement pour orienter les fêtards vers leurs navettes de retour. « Depuis deux ans, nous utilisons des codes couleurs », détaille Simon Dethier, actuel président de l'ASBL. Avant, on fonctionnait avec des numéros, mais c'est compliqué pour des personnes qui ont un coup dans le nez. Maintenant, il suffit d'indiquer le taxi bleu, ou rouge. On a acheté des lampes led pour illuminer les navettes ! Les

gens ne se trompent plus et se repèrent mieux. »

**3 Quelles sont les difficultés ?** Simon Dethier préfère parler de deux « défis » majeurs. Le premier concerne les bénévoles. Pour le moment, l'ASBL fonctionne avec un fichier de 50 personnes, mais seules une quinzaine sont régulièrement actives. Comme dans toute association, les bénévoles restent une denrée rare, difficile à fidéliser. Or, il faut une certaine expérience pour gérer les imprévus lors des soirées. Et constituer les « boucles » de retour rapidement s'apparente à une gymnastique mentale exigeante !

Ensuite, la question financière se pose chaque année. Le budget de l'ASBL repose sur un tiers de subsides publics, un tiers de dons venant de différents services clubs comme le Rotary... et un dernier tiers de dons non réguliers, toujours incertains. Le projet coûte particulièrement cher puisqu'il engage des chauffeurs professionnels pendant plusieurs heures au milieu de la nuit. « Nous sommes déficitaires à chaque fois qu'on est présents sur un événement, admet d'emblée Simon Dethier. Si c'était un service rentable, des privés auraient pris notre place depuis longtemps. »

Si certaines communes ont mis en place des systèmes similaires, ils sont généralement plus ponctuels. D'autres ont déjà tenté l'expérience, sans aboutir. Malgré ces difficultés, Simon Dethier encourage d'autres citoyens à poursuivre: « C'est un service incroyablement et hautement nécessaire, surtout en Wallonie ! A notre humble niveau, je pense qu'on contribue à sauver des vies chaque année. » ■

ELODIE BLOGIE

## POURQUOI IL N'Y A PAS DE BUS PRES DE CHEZ MOI ?

**Prendre les transports en commun, c'est bien joli. Mais les Belges francophones, en particulier les Wallons, s'arrachent parfois les cheveux** en voyant les emplacements de leur arrêt de bus. Ou les fréquences de passage.

**Qui décide de l'emplacement des arrêts et de leur fréquence ?** Trois entités, principalement : les communes, les Régions (si la voirie est régionale) et bien sûr l'opérateur (Stib, TEC, De Lijn). « *Les communes ont pas mal de choses à dire, confirme Camille Thiry, porte-parole de Bruxelles Mobilité. Elles connaissent bien les besoins de leurs habitants. Mais les choix résultent d'un équilibre délicat. On doit arbitrer en permanence entre le maillage des quartiers et la vitesse commerciale. Si on multiplie les arrêts sur une ligne, tout le monde aura trois pas à faire pour prendre le bus. Alors le véhicule s'arrêtera plus souvent et l'usager perdra du temps...* » Toutefois, à Bruxelles, le problème se pose moins : chaque habitant se trouve à moins de 500 mètres d'un arrêt (bus, tram ou métro) de la Stib. Le sujet est bien plus complexe en milieu rural et suburbain.

**Comment faire changer les horaires ou les arrêts ?** « *Le maillage et la fréquence de passage sont une matière vivante en perpétuelle mutation* », constate Stéphane Thiery, directeur du marketing et de la mobilité au TEC. Si vous êtes insatisfait par le plan de mobilité dans votre environnement de vie, voici deux conseils. Primo, « *s'assurer en amont que le problème concerne un grand nombre de personnes. On ne doit pas être seul à penser qu'il y a un souci de fréquence ou d'emplacement. Le TEC est une entreprise de transport en commun et ne peut répondre à des intérêts particuliers* », souligne Stéphane Thiery. Si votre plainte semble fondée, « *exprimez-la auprès de votre commune. Elle est actionnaire des TEC et la voix communale sera la plus impactante car elle traduira auprès de l'opérateur un besoin collectif* ».

### JEAN-LUC

#### « J'avais peur que mes propos soient déformés »

Le Soir a croisé la route de Jean-Luc à Evere, dans les tout derniers instants de notre immersion de cinq jours. Calme, pesant chaque mot, il avoue près de quatre mois plus tard s'être inquiété avant de nous rencontrer : « *Je ne savais pas comment mes propos allaient être interprétés. D'autres journalistes les avaient déformés dans le passé. Mais je me suis retrouvé dans l'image donnée de la commune.* » Le jeune homme d'une trentaine d'années a monté son association d'aide aux plus jeunes, ceux qui glissent vers les joints et s'éloignent du droit chemin que l'on espère pour eux. « *Des gens sont venus toquer à notre porte après "Noir Jaune Blues", se réjouit-il. Mais Evere n'a pas changé.* » Son ASBL, il le déplore, reste surtout fréquentée par la communauté noire. « *La mixité, ça ne se passe pas en une fois. Même si tout le monde se connaît, chacun reste chez soi. Ça se fera avec le temps.* »

P. HN

## POURQUOI JE NE TROUVE PAS DE PARKING PRÈS DE CHEZ MOI ?

**Trop de voitures, et surtout trop de voitures qui bougent trop peu. L'avenir devra passer par des solutions comme les véhicules partagés.** A 18 h, prendre son mal en patience dans les bouchons en rêvant de son canapé. Arrivé devant chez soi, passer plutôt 20 minutes supplémentaires à faire le tour des rues pour trouver une place de parking. Ne peut-on pas imaginer des solutions pour faciliter la vie des habitants ?

**État des lieux.** Dans le fond, pourquoi n'arrive-t-on pas à se garer ? Tout bêtement parce que d'autres se sont garés avant nous. Or, le stationnement occupe énormément d'espace public. Une seule place de parking, c'est 25 m<sup>2</sup> - on prend en compte la voie d'accès et de manœuvre. Et les rues ne s'allongent ni

ne s'élargissent avec le temps. Dans toutes les villes, il y a donc toujours plus de demandes que de places, indique Pierre Tacheron, directeur pour la Belgique de Transitec, bureau d'études spécialisé dans la mobilité. Lassés de tourner en rond pour se garer, les habitants se découragent par moments... sans pour autant sacrifier et revendre Titine. Résultat, en ville, la moitié des voitures restent sur place tout au long de la journée, souligne Pierre Tacheron. Bien que conçue pour rouler, une voiture passe 90 % de sa vie immobile. Parmi les conducteurs des 5,7 millions de voitures du pays, « *chacun voit midi à sa porte*, souligne l'expert. *Je n'ai jamais vu de ville qui a réussi à résoudre ses problèmes de stationnement de riverains en contentant tout le monde.* »

**Quelles solutions ?** Il est bien possible, dans certaines rues, d'interdire le stationnement aux non-riverains. Mais uniquement dans les zones totalement résidentielles. « *Il suffit d'un cabinet de kiné... Comment feraient les patients ? Et quand un plombier ou votre grand-tante*

*doit venir chez vous une fois par an ?* », dit Pierre Tacheron, qui ne privilégie pas cette solution. A moins, comme à Liège, de scinder des morceaux de rues. Mais face au problème de l'offre et de la demande, il s'agit d'augmenter le *turn-over* des places de parking (y compris pour vous, oui, oui). L'autre solution, c'est de diminuer le nombre de voitures. Et la première ne va pas forcément sans la seconde. Prenons le cas de l'autopartage. Avec des plateformes comme Drivy, vous pouvez sous-louer votre voiture quand vous ne l'utilisez pas. Cela libérera une place dans votre quartier. Et si votre voisin faisait la même chose... Ou encore, plutôt que d'avoir sa propre voiture, des solutions comme Cambio « *remplacent entre 10 et 15 voitures, car elles ont un taux d'utilisation bien plus élevé que les voitures des particuliers* », souligne Pierre Tacheron. Et donc passent moins de temps garées. Et puis, faut-il le rappeler, le vélo (électrique ou non) utilise dix fois moins d'espace public qu'une voiture.

PAULINE HOFMANN

# Gojo, un mode d'emploi citoyen pour faire renaître la ville

RÉCIT

**A** l'automne 2017, Jairo était bien décidé à ce que quelque chose se passe au cœur de Braine-le-Comte. Entre les cafés à remettre et les rideaux de commerces baissés, il mettait le dernier coup de pinceau à la Gojo, un projet utopiste de cantine sociale, qu'il avait imaginé avec Noémi pour lutter contre la désertification du centre-ville. À toute petite échelle, la Gojo se rêvait en signal positif d'une forme de renaissance de l'économie locale.

Six mois plus tard, nous sommes retournés à Braine-le-Comte mesurer le chemin parcouru. La Gojo tourne à plein. À la terrasse, on lève les chopos artisanales de Silly, de Divine, de Rouge, de bière biologique Saison Dupont, les verres d'eau de Straal, une eau de source belge des Ardennes flamandes, ou de jus de fruits Pom d'Happy, fraîchement pressés avec les fruits des vergers wallons de Ghoyl et Papignies. On engloutit sur le pouce des « Bols du dragon » (salade de chou, de riz, de cacahuète et de tofu grillé), ou des Bagnards au pâté de lentilles, tandis que les sucrés léchottent des glaces locales de la ferme Saint-Hubert.

À l'étage, dans la salle d'initiatives citoyennes, des habitants sont venus tricoter des pulls décoratifs pour habiller les troncs des arbres de la place de la gare et, par-là, commencer à réenchanter la ville. Les vendredis soir, des concerts gratuits ou des soirées jeux de société

sont proposés au public. Pourtant, Jairo sait que le pari reste loin d'être gagné. Depuis l'ouverture, Noémi et lui ne se sont accordés tout au plus qu'un demi-salaire. Chaque matin, il se lève à 5 h 30 pour ouvrir les portes de la Gojo aux navetteurs une demi-heure plus tard.

## « Le nez dans le guidon »

« Ce n'est pas évident de tenir le rythme !, nous dit-il. Mais c'est aussi ça, reconstruire l'avenir. Il faut d'abord de l'enthousiasme et après de la persévérance. En fait, on n'a jamais fini. Il n'y a pas de recette facile pour arriver au but. Monter un projet, c'est aussi entreprendre et là, on est parti pour des montagnes russes émotionnelles ! C'est une lourde charge mentale. On doute souvent. Pour moi, la première leçon à retenir de cette expérience, c'est qu'on ne peut pas réussir tout seul. Avec Noémi, on a simplement voulu concrétiser nos rêves d'ados de créer un chouette lieu ouvert à tous, où l'on pourrait boire un café, une bière pour pas cher, entre amis, entre voisins, entre curieux. On a jeté notre dévolu sur un café laissé à l'abandon après plusieurs faillites successives. On avait le concept. On avait un projet à faire partager par le propriétaire, les brasseries de Silly. Par contre, on n'avait ni le capital ni la compétence horeca et on avait largement sous-estimé l'ampleur des travaux à réaliser... »

Jairo et Noémi ont réuni le financement nécessaire à travers une campagne de crowdfunding via les réseaux sociaux et des affichettes placardées en ville. « Les réactions nous ont galvanisés. En dehors du fait de souscrire des participations de 5 à 200 euros, plein de gens ont

offert de nous donner physiquement un coup de main. Le projet a fédéré des personnes qui ne se connaissaient pas. Tout cela nous a encouragés à tenir bon face aux devis deux à trois fois supérieurs à ce qu'on avait prévu. L'esprit coopératif s'est mis en marche avant même l'ouverture de la Gojo. On pensait du coup que le plus dur était derrière nous. Mais c'est après l'ouverture qu'on a eu cent raisons d'abandonner. On se réveille et on s'endort le nez dans le guidon ! On ne peut toujours pas vivre de notre activité. Il faut s'acquitter de cotisations sociales sur des salaires qu'on ne gagne pas, il faut payer la TVA, les impôts... Si l'on veut que les Belges retrouvent l'esprit d'entreprise, il faudrait simplifier les procédures et améliorer les aides à l'installation ou au lancement d'une activité. Là, il faut verser 700 euros avant d'avoir gagné le premier cent et 30 % d'impôts quand de grosses boîtes en paient parfois moins de 5 par le biais de l'optimisation fiscale... L'entrepreneuriat, c'est super, mais il faut une sacrée endurance et beaucoup d'inconscience pour s'y risquer »

Pendant que Jairo nous raconte ses galères et ses joies, des passants lui sourient, le saluent. Certains l'embrassent même. Les regards témoignent du bonheur partagé de voir la vie renaître un peu à Braine-le-Comte. « Des gens qui se connaissaient mais ne se voyaient plus jamais se sont retrouvés. Des étudiants viennent bosser leurs travaux de fin d'étude. Les chauffeurs de bus et de train apprécient la Gojo car il n'y avait plus rien d'ouvert autour de la gare sur le coup de 6 h du matin. Quelque chose de très intense se passe, mais on n'en a pas encore tout à fait le mode d'emploi. » ■

DANIEL COUVREUR

**TROUVER  
UN EMPLOI**

LIZA

## « J'aurais aimé que ce soient d'autres extraits »

Riveraine de la place Flagey, gérante du Pantin, un des cafés les plus courus du coin, présidente de l'association des commerçants, Liza Miller est à triple titre impliquée dans la vie de son quartier : nous ne pouvions pas la manquer lors de notre immersion, nous nous devions de revenir vers elle. Son appréciation de cette opération est « *plutôt positive* », dit-elle. Elle se réjouit de la façon dont a été portraitisé un quartier « *tout en contrastes* » et en « *mélange des genres* », « *où le prince Laurent côtoie un autre Laurent, organisateur de jeux d'échecs et ancien sans-abri* ». L'opération a suscité autour d'elle « *de bons commentaires* », même dans ce récent meeting du PS auquel elle a assisté. Reste que « *sur un plan plus personnel* », elle regrette que, en presse radio comme en presse écrite, reportage signifie aussi montage : « *Je comprends que vous ne pouviez pas rapporter tout ce que j'ai expliqué. Mais j'aurais aimé que ce soient d'autres extraits et non ce que j'ai déjà dit à d'autres journaux ces dernières semaines ou ces derniers mois. Je donne l'impression de me répéter.* »

J.O.M.A.

## POURQUOI JE DOIS BOSSER LOIN DE CHEZ MOI ?

**Devoir déménager, imposer des bouleversements à sa famille, bouleverser sa vie. Le tout pour travailler. Une crainte récurrente pour de nombreux Belges. Les Belges bougent-ils beaucoup pour aller au travail ?** En moyenne, le travailleur belge fait 15,7 kilomètres pour aller bosser, selon les derniers chiffres du SPF Mobilité, qui portent sur 2014 (1). Une nouvelle étude est sur les rails.

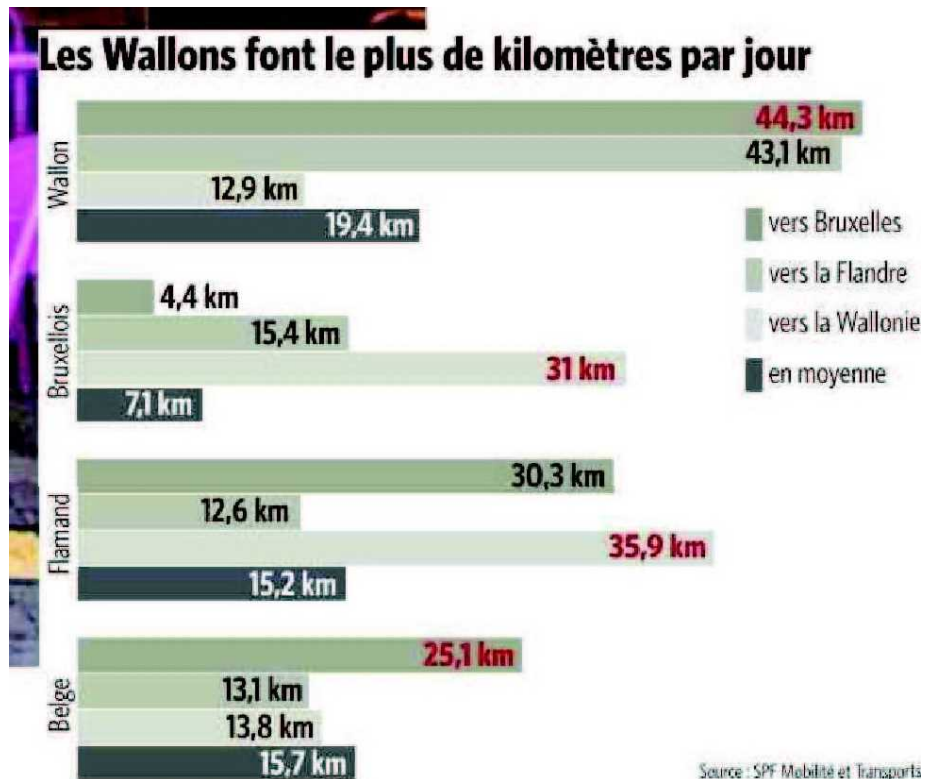
Par ailleurs, souligne l'étude, la Région wallonne étant la plus étendue du pays, ses travailleurs parcourent les plus longues distances pour se rendre sur leur lieu de travail, en moyenne 19,4 km. Ce sont les habitants de la province du Luxembourg qui doivent faire les plus longs déplacements, en moyenne plus de 30 kilomètres aller. Les Ardennais sont parmi les plus mal lotis du pays, tandis que les Bruxellois s'en sortent le mieux, avec 7,1 km de trajet dans la journée, matin et soir.

Depuis une dizaine d'années, ces distances sont globalement en baisse.

**Des nuances.** Mais au-delà d'un décompte purement chiffré existent d'autres réalités. Celles de l'enclavement de certaines communes. Et des embouteillages qui ne font qu'empirer d'année en année, allongeant les temps de trajet. Des réalités ignorées par un texte du Forem amendé en 2012. Un chômeur ne peut plus invoquer les distances domicile-travail pour refuser un job qui se trouve jusqu'à 60 km de chez lui.

**Pourquoi ne travaille-t-on pas juste à côté ?** « *Certaines provinces ou zones vivent de spécialisations sectorielles*, explique Jean-Marc Manfron, responsable des analystes du Forem. *Dans le Brabant wallon par exemple, la chimie-pharmaceutique est très présente, ce qui crée davantage d'opportunités d'emploi et peut pousser à s'y impliquer si l'on est formé dans ce secteur. Les gens se déplacent là où se trouvent leurs qualifications.* » Le phénomène, qui n'est pas récent, évolue, avec la création de nouveaux pôles spécialisés – on pense par exemple à la création d'un pôle aéronautique près de l'aéroport de Charleroi.

PAULINE HOFMANN



## RETROUVER CONFIANCE

# Noir Jaune Rock

Après son immersion dans notre enquête Noir Jaune Blues, l'écrivain liégeois Laurent Demoulin, prix Rossel 2017, signe le récit d'une Belgique noir jaune rock.

La première remarque qui me vient à l'esprit, après avoir lu l'intégralité des articles suscités par la vaste enquête du *Soir* et de la RTBF intitulée «Noir jaune blues, et après?», c'est qu'il n'y a pas une Belgique francophone, mais de multiples Belgique multilingues sur la terre de Wallonie-Bruxelles. Bien plus, chaque entité explorée par les journalistes est elle-même plurielle : à Grez-Doiceau, le quartier du Bercuit est une entité en soi ; Verviers ou Evre « haut » n'ont rien à voir avec Verviers ou Evre « bas » ; des pauvres vivent dans la riche commune d'Uccle ; ne confondons pas la ville de Malmédy et les hameaux qui gravitent autour d'elle ; la fusion des communes n'a fait que juxtaposer Aiseau et Presles (et deux autres villages) dans le (joli) nom «Aiseau-Presles» ; une frontière invisible sépare les Arlonais qui travaillent à Arlon de leurs voisins qui gagnent leur vie au Luxembourg ; dans la commune de Chaudfontaine, non seulement l'entité d'Embourg semble isolée du reste du monde, mais en outre, en son sein, le quartier de Mehagne est un «village gaulois» à part, etc.

Ma seconde remarque est un aveu

personnel : je ne les connais que de façon très superficielle, ces Belgique francophones multilingues ! Plus étonnant : alors que je suis liégeois, donc wallon, j'ai appris, en lisant ces articles, bien plus de choses sur la Wallonie que sur Bruxelles !

### Plus rock'n'roll qu'il n'y paraît ?

Troisième observation : la Belgique, contrairement à ce que j'aurais pensé, ne se structure pas grâce à l'opposition ville/campagne, mais cités dortoirs/villages authentiques. En effet, dans les vrais villages, comme Onhaye, les habitants (les Walhérois, en l'occurrence, ce qui est difficile à deviner) craignent de perdre leur authenticité. Quant aux villes, elles se vivent comme une juxtaposition de quartiers ayant chacun son identité propre. Je croyais, naïvement, à Flagey, me situer sur la plus vaste place d'une grande capitale européenne. Je me trompais : « Ici, vous savez, ce n'est pas un quartier, c'est un village », déclare en effet Samir, serveur à l'O'Regua. Tout se passe comme si tout le pays était obsédé par un rêve de convivialité villageoise plus ou

moins mythique, que l'on se félicite de préserver ou que l'on regrette d'avoir perdue.

Quatrième point. L'enquête de terrain du *Soir* s'est élaborée en réaction à une autre enquête, de type statistique, qui avait montré que les Belges souffraient de pessimisme : ils auraient le blues. Or le blues n'est pas du tout la tonalité qui domine les reportages. Des tensions sont à l'œuvre, un peu partout, entre les quartiers, les classes sociales, les communautés, les générations - des tensions, pas nécessairement des conflits ouverts. Or la tension est dynamique là où le conflit est nocif. En outre, les journalistes ont rencontré nombre de citoyens qui se démènent avec une belle énergie pour améliorer la situation de leur ville-village. Et ceux qui préfèrent la critique à l'action expriment, en général, plutôt une vive colère qu'une amère résignation. Tension, énergie, colère : ces ingrédients ne donnent pas un blues, mais bel et bien du rock. La Belgique serait-elle un pays plus rock n'roll qu'il n'y paraît ?

Venons-en à la teneur des propos des Belges interrogés. Il est question de mobilité, de parking, de sécurité, de

propreté, du prix des loyers, de multiculturalité, de l'incurie des politiciens, de la peur de l'avenir, des médias, des multinationales, du chômage, de la perte d'identité, de la dissolution des liens sociaux, de la mort des commerces de proximité, d'absence d'activité pour la jeunesse ou de tapage nocturne... Plutôt que d'aborder tous ces points en vitesse, je vais me concentrer sur deux d'entre eux : la multiculturalité, d'une part, et, de l'autre, la méfiance vis-à-vis de l'État.

Quant à la multiculturalité, mon cœur et mon cerveau, parlant d'une seule voix, plaident pour l'accueil, le brassage, l'ouverture. Puisque notre conscience est peuplée de mots venus d'autrui, la possibilité même de la liberté de pensée est fonction du nombre de discours différents et de cultures différentes que nous avons l'occasion de rencontrer durant notre courte vie. Pour choisir une voie, il faut en connaître plusieurs ! Le repli est donc mortifère et abrutissant : on croit revenir à sa propre pensée et l'on ne fait qu'épouser la pensée unique du

groupe unique auquel on appartient. En lisant l'enquête, j'ai eu l'impression que le fossé qui se creuse, dans notre pays, entre les citoyens ouverts et les citoyens fermés ne cessait de s'élargir. D'une part, les discours racistes, surtout à l'encontre des musulmans, semblent de plus en plus courants, comme en témoigne, entre autres, la réflexion de Touria Menkor : « J'ai vécu presque toute ma vie à Jette. Depuis quelques années, j'ai l'impression d'être redevenue une étrangère ; surtout depuis les attentats. Mais on est des enfants de la Belgique. » Et d'autre part, l'activité des citoyens qui s'engagent auprès des réfugiés ou des immigrés semble s'intensifier. Le racisme ordinaire, en gagnant du terrain, rendrait les citoyens ouverts plus dynamiques.

## Soyons sévères

Venons-en à la question de l'État, beaucoup plus complexe. La méfiance

à son égard est parfois purement poujadiste, donc d'extrême-droite (les reportages ne manquent pas de déclarations de ce type, que je n'ai pas envie de citer). Mais elle naît aussi de l'autre côté, chez les citoyens ouverts, qui se mettent en marche précisément parce qu'ils trouvent que les autorités sont défaillantes. Ainsi Sonia Jost de Malmédy déclare-t-elle : « En tous cas, nous sommes convaincus que la solution viendra plus de nous, du réseau, des amis, de la famille que de l'extérieur. Quand on identifie un problème, on crée une ASBL pour y remédier. » Ainsi André de Braine-le-Comte affirme-t-il : « Il ne s'agit pas de lancer un mouvement citoyen d'en haut. Il faut partir d'en bas, de ce qui existe, via des plateformes collaboratives, de manière à ce que les citoyens puissent décider ensemble. »

D'accord, n'hésitons pas à agir, individuellement et collectivement, pour un monde meilleur ! Il ne faut certes pas tout attendre des institutions : l'État-providence a été remplacé depuis longtemps déjà par l'État social actif et ce dernier est de moins en moins social. Soyons sévères à l'égard des institutions quand des chômeurs perdent leurs allocations ou que sont rognés tant et tant de budgets nécessaires. Mais défendons bec et ongles la Sécurité sociale tant qu'elle existe, car l'État, qui est capable de produire les plus grands maux (la guerre, le totalitarisme, etc.), est aussi la meilleure arme pour lutter contre les inégalités. Écoutez Gérard, le SDF d'Uccle, qui est content de profiter des locaux du CPAS, ou Logan, Tabata et leur bébé Noah qui vivent tous trois grâce aux revenus d'insertion sociale du CPAS de Frameries. Leur salaire est misérable, car la société devient de plus en plus inégalitaire. Elle le sera encore bien davantage le jour où l'État social aura tout à fait disparu. Autre institution étatique : l'école. Elle n'est pas parfaite, on s'en plaint avec raison. Mais entendez encore les jeunes Farah et Salima, qui sont malheureuses à Cureghem, sauf qu'elles y aiment l'institut Marius Renard où elles trouvent des « raisons

d'espérer ».

Jouons donc sur les deux tableaux : d'une part, les initiatives individuelles, d'autre part, les structures étatiques existantes dont il faut profiter à bon escient et qu'il faut défendre, en votant, en manifestant, en partant en grève. (Étrangement, par parenthèses, il n'est jamais question des syndicats dans l'enquête : sont-ils discrédités eux aussi ?)

## Soulever le monde

Les deux pans peuvent d'ailleurs se marier en un seul projet. J'évoquerai rapidement deux personnes que j'ai interrogées : Blanche et Thomas. En 2015, Blanche a décidé de se rendre dans un centre de la Croix rouge de la région liégeoise pour y rencontrer des réfugiés. Elle s'est ainsi liée d'amitié avec une Afghane, mère de cinq enfants, qu'elle a invitée à un réveillon de Noël. Par la suite, un véritable lien d'amitié s'est noué entre Blanche et cette mère de famille. Certes, les centres de la Croix rouge n'ont rien de paradisiaque. Ils sont néanmoins mandatés par Fedasil, une institution fédérale, pour satisfaire les besoins vitaux des candidats réfugiés, le temps que s'effectue leur procédure d'asile : ils y reçoivent logement, soins médicaux, nourriture, assistance sociale et les enfants sont inscrits à l'école. Certaines familles attendent de longs mois pour savoir s'ils pourront s'installer en Belgique. Lamie afghane de Blanche a eu relativement plus de chance et a obtenu le statut de réfugiée ONU. C'est là que Claire a dû prendre le relais des structures étatiques : car une fois son statut acquis, la réfugiée a dû quitter le Centre assez vite. Il lui fallait trouver un logement, sans aide aucune, pour pouvoir bénéficier du CPAS. Claire s'est alors portée garante auprès d'amis propriétaires, puis s'est chargée de dénicher des meubles et de remplir divers documents administratifs. Citoyenne généreuse et institutions se sont dans ce cas complétées. Même si celles-ci sont en partie défaillantes, elles demeurent nécessaires. Qu'on me

comprene bien : loin de moi l'idée de valoriser la politique d'asile de notre pays, surtout après la mort de la petite Mawda et après les propos scandaleux de Bart de Wever accablant ses parents en deuil. Mais il faut inciter l'État à faire mieux à partir des structures existantes et non prendre pour acquise la victoire absolue du libéralisme sauvage et de l'égoïsme nationaliste.

De sa propre initiative, Thomas s'est intéressé de près, alors qu'il était chômeur, à un système d'aide au logement américain, les *Community Land Trusts*. Le principe consiste à dissocier bâti et terrain : tandis que le bâtiment est vendu à des particuliers, le sol demeure la propriété de l'association, ce qui baisse les prix et donne, à des familles peu fortunées, accès à la propriété. Thomas s'est battu pour défendre cette idée. S'est bientôt constitué autour de lui un groupe, qui a obtenu des soutiens du côté des pouvoirs publics bruxellois, il y a cinq ans. Depuis lors, neuf logements sont habités grâce à ce système et de nombreux projets sont en cours. Pour soulever le monde, exerçons nos forces sur tous les leviers existants, qu'ils soient individuels, associatifs ou étatiques ! ■